

Unité départementale du Haut-Rhin
Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DSM Nutritional Products France

BOULEVARD D'ALSACE
BP 170
68128 Village-Neuf

Références : 0006700429_2025_02_04_DSM_Village-Neuf_VIIC_Entrepot_PDI
Code AIOT : 0006700429

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement DSM Nutritional Products France implanté 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2025 "Plan de défense incendie".

En effet, l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seul Haut et son voisin, un entrepôt, a fait fortement évoluer la réglementation relative à la prévention et à la gestion du risque incendie. Ainsi, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites dans l'arrêté ministériel sectoriel relatif aux entrepôts et sont désormais applicables.

L'inspection vise à s'assurer que les exploitants sont prêts pour la gestion d'un éventuel incendie.

Les installations contrôlées lors de l'Inspection sont précisées dans les points de constat.

Le référentiel utilisé est l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSM Nutritional Products France
- 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf
- Code AIOT : 0006700429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société DSM Nutritional Products France exploite des installations de production de vitamines et de caroténoïdes, classées Seveso Seuil Haut et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	1 mois
5	Compléments à apporter au plan d'opération interne (POI)	AP Complémentaire du 18/01/2022, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
2	Etat des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle sur site, l'Inspection a mis en évidence une non-conformité relative au plan de défense incendie, cette non-conformité étant documentaire il est attendu de l'exploitant de

réaliser une action corrective. De même, il est attendu de l'exploitant qu'il complète son plan d'opération interne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.
Constats : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un extrait de son état des matières stockées datée du 29 janvier 2025. Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection le document Excel comprenant les différentes matières stockées mis à jour en temps réel via le logiciel de gestion du site SAP. L'Inspection a constaté que le croisement de ce document Excel avec les FDS (fiches de données de sécurité) réalisé par l'exploitant permet d'obtenir un état des matières stockées pouvant être filtré par rubrique 4XXX ou type de risque avec l'identification et la localisation des produits par bâtiment. Aux dires de l'exploitant, ce document est réalisable et accessible à tout moment y compris en cas de perte d'utilité sur le site. L'analyse de l'état des matières stockées n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'Inspection. Par ailleurs, au cours de la visite sur site, par échantillonnage au sein du bâtiment 07, il n'a pas été

<p>constaté d'incohérence entre les substances affichées dans l'état des matières stockées et les substances présentes dans le bâtiment.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Etat des stocks simplifié

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection son état des matières stockées, il a été constaté que par conception, celui-ci correspond à un état des stocks simplifié.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en

<p>œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; <p>[...]</p> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>

<p>Constats :</p> <p>En amont du contrôle, l'exploitant a précisé à l'Inspection que son plan de défense incendie (PDI) était intégré à son POI (Plan d'Opération Interne). Au cours du contrôle en salle l'Inspection et l'exploitant ont passé en revue ce document au regard de la prescription contrôlée.</p> <p>Au cours de cette vérification, il a été identifié un manquement concernant "la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement".</p> <p>Les autres éléments analysés n'appellent pas de commentaires de la part de l'Inspection.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas totalement les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il revient à l'exploitant d'ajouter à son PDI (plan de défense incendie) ici assimilé au POI un élément permettant de justifier des formations suivies par le personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs ou RIA et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie et de préciser le personnel concerné (pour exemple, l'exploitant a expliqué que l'ensemble du personnel du site était formé au maniement des extincteurs, l'exploitant pourra préciser pour chaque formation si elle concerne l'ensemble du personnel, les ESI ou d'autres personnes).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Entretien des abords

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté par échantillonnage et de façon visuelle, le bon état de propreté et d'entretien des installations.</p> <p>Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document « SLA IFM 6 Service généraux », formalisant le niveau de service attendu de son prestataire. Notamment en ce qui concerne l'entretien régulier des routes, voiries et espaces verts du site (tontes, débroussaillage) entre 1 à 6 fois par an selon les zones du site.</p> <p>Par nature ce document permet de justifier un bon entretien des espaces verts de l'exploitation.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Compléments à apporter au plan d'opération interne (POI)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Substances susceptibles de générer des effets toxiques/odorantes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compléments à apporter au plan d'opération interne (POI)</p> <p>Dans un délai de 6 mois : le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste, établie à partir de l'étude de dangers, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers ; • la liste, [...] des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des inconvénients fortes, dont des odeurs, sur de grandes distances (plus de cinq kilomètres) ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Après analyse du POI de l'exploitant (Plan d'Opération Interne) datant du 10 juillet 2024, l'Inspection constate que l'exploitant fait apparaître en annexe des tableaux par substance reprenant les valeurs seuils existantes en ppm pour les substances toxiques ou fortement odorantes, l'exploitant identifie avec une astérisque les substances associées à des scénarios de dangers sortant du site.</p> <p>Cependant l'Inspection constate que l'ammoniac n'est pas identifié comme substance susceptible de générer des odeurs sur de grandes distances, l'ammoniac est seulement identifié en tant que substance toxique.</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant ne respecte pas complètement la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il revient à l'exploitant de bien identifier les substances susceptibles de générer des effets toxiques et celles susceptibles de générer des incommodités fortes, dont des odeurs. L'exploitant fera attention à ne pas occulter des effets olfactifs ou toxiques en ne faisant apparaître qu'un seul des effets quand des substances les cumules.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois